

## **SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS**

### **COMPTE- RENDU DU COMITE SYNDICAL**

L'an deux mil dix sept, le 27 octobre à 9 heures 30 , le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 17 octobre 2017

Nombre de membres : Nombre de délégués : 32

Présents : 17

Pouvoirs : 2

Absents, excusés : 13

#### **PRESENTS**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Madame Clarisse DULUC, messieurs Pascal AUGENDRE, Jacques DEVOUCOUX, , Bernard JAMET ,Guy LAINE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Olivier HURABIELLE, Pierre MANCION, Michel PERRIOT, Michel SAUVAGNAT; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Dominique BURLAUD, Christian FAUCHER, Alain MANSSENS ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : madame Bernadette PERROT, messieurs Dominique DUBREUIL , Jean-Paul JOLIET; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : monsieur Patrick HENRY; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY LOIRE VAUVISE : madame Christine JAMET

#### **POUVOIRS**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur DE PAULE a donné pouvoir à M. Christian FAUCHER ;Monsieur Pascal COLLIN a donné pouvoir à Mme Clarisse DULUC

#### **ABSENTS ; EXCUSES**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : : madame Edith MICHELIC, monsieur Bertrand DESNOIX ;COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Jean-Pierre RENAULT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : madame Brigitte REBMANN, monsieur Nicolas NAULEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Roland GILBERT, Robert BELLERET, François RICHARD ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Olivier COMBETTE, Guy SAMIERI ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY LOIRE VAUVISE : messieurs André DELAVault, Yves DEBONO ; COMMUNAUTE DE COMMUNES LOIRE, NIEVRE ET BERTRANGES : monsieur Jacques BRUNET ;

M. le président ouvre la séance et propose d'ajouter 1 point supplémentaire (composition du bureau) à l'ordre du jour.

Après que lecture de l'ordre du jour soit donnée, celui-ci est accepté à l'unanimité.

M. Olivier HURABIELLE est désigné comme secrétaire de séance.

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°1**

### ***APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 17 JUILLET 2017.***

**Le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de Mmes DULUC, JAMET et de M.PERROT et de M. HURABIELLE ) approuve le compte-rendu de la séance du 17 juillet 2017.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°2**

### ***COMPTE- RENDU DES AFFAIRES TRAITEES EN APPLICATION DE LA DELEGATION DU COMITE SYNDICAL AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT***

Affaires traitées par le président :

- Location d'un bureau et d'une zone d'entrepôt situés rue Pelletier Doisy ( Saint-Amand-Montrond) à la société LOCASYL ENERGIES pour un loyer mensuel de 420 € net à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017.
- Location d'un dépierreur hydraulique à la société GREEN RESEARCH moyennant un loyer mensuel de 1000 € HT et ce jusqu'au 31 décembre 2017. Ce matériel est nécessaire à la préparation du produit destiné à l'unité de production de granulés bois.

Affaires traitées par le bureau syndical :

- Vente de deux véhicules à la société LOCASYL ENERGIES pour un montant de 200 € par véhicule.
- Admission en non valeurs de créances éteintes pour un montant de 3 482,55 €.
- Fixation du taux d'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe ( 100 % ) .

**Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de cette communication.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°3**

### ***ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018***

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L2312-1 du chapitre II du CGCT sur l'adoption du budget,

Vu l'article L 2312-1 du chapitre II du CGCT modifié par l'article 107 de la loi n° 2015-591 du 7 août 2015 sur l'adoption du budget,

Attendu que l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel,

Attendu que le débat d'orientations budgétaires constitue la première étape du cycle budgétaire imposé aux collectivités de plus de 3500 habitants,

Le débat d'orientations budgétaires, prévu à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales a pour objet de permettre aux élus de définir les grandes orientations du budget. Il doit, en conséquence, se situer dans des délais tels que le président puisse tenir compte de ces orientations lors de l'élaboration du budget, mais être suffisamment proche du vote du budget pour que ces orientations ne soient pas remises en cause avant ce vote par des événements ou des évolutions susceptibles d'influer sur l'activité ou la gestion du service public de collecte et de traitement des ordures ménagères et déchets assimilés.

Au vu de ces éléments d'appréciation, l'assemblée délibérante fixera ainsi les grandes orientations à venir pour l'exercice 2018. Même si un tel débat n'a pas en lui-même de caractère décisionnel, la jurisprudence lui reconnaît la qualité de formalité substantielle dont l'absence entache le vote du budget primitif d'illégalité.

Je vous propose donc d'étudier les grandes lignes de notre préparation budgétaire par l'analyse de l'évolution des principaux postes des sections de fonctionnement et d'investissement.



## LE CONTEXTE GENERAL

L'année 2017 est la septième année de facturation en redevance incitative à la réduction et au tri des déchets et nos résultats de collecte, de tri et de traitement tant en porte à porte que sur les déchetteries confirment la tendance à la réduction des déchets par les usagers du syndicat.

L'année 2017 est caractérisée par la mise en production des bûchettes de bois compressé et de granulés de chauffage à partir des produits issus des ligneux de déchetteries ainsi que du bois de classe A issu de ces mêmes installations. Mais c'est aussi l'appropriation de la déchetterie de Drevant par les habitants de la Communauté de communes Cœur de France. Enfin , c'est surtout la mise en place de la deuxième optimisation de la collecte avec la collecte latérale robotisée, le changement de fréquence des collectes sur les quatre flux, la mise en place des bacs bi-compartmentés pour le verre et le papier. L'ensemble de ces opérations a été réalisé avec un changement de collecteur dans le cadre d'un nouveau marché public de 8 ans.

Le syndicat a été labélisé « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage », et bénéficie d'un nouveau soutien financier de l'ADEME sur trois ans à hauteur de 190 000 € depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Toutes ces actions s'inscrivent dans les obligations des lois Grenelle 1 et 2 sur la réduction de la production des déchets ménagers, l'augmentation du recyclage matières et organique, la diminution des quantités des déchets stockés, l'obligation d'intégrer une part variable dans la redevance prenant en compte la quantité de déchets des usagers.

L'année 2018 sera consacrée à l'optimisation du fonctionnement du site technique pour les bûchettes et les granulés de chauffage, mais aussi au développement du recyclage et de la valorisation des ferrailles et des plastiques. Ce sera aussi la mise au point finale de la nouvelle collecte robotisée avec des fréquences modifiées conformément au décret de collecte. La facturation semestrielle avec prélèvement trimestriel sera poursuivie suite au retour favorable des usagers.

Le débat d'orientations budgétaires portera pour la deuxième fois sur le budget principal du syndicat et son budget annexe et fera l'objet d'un vote de la part de l'assemblée.

## LE BUDGET PRINCIPAL

### I- SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### A) DEPENSES :

##### 1) Estimation des dépenses sur la collecte, le tri et le traitement en prestation article 611

\* CC : corps creux    \* OMR : ordures ménagères résiduelles

<b>Forfait 8 000 Tonnes OMR* 1 700 Tonnes CC*</b>	<b>OB 2017</b>	<b>OB 2018</b>
<b>Collecte</b>	2 500 000 €	2 500 000 €
<b>Tri à 1700t</b>	420 000 €	426 000 €
<b>Traitement 8000t</b>	500 000 €	507 500 €
<b>TGAP 14€/T *</b>	112 000 €	112 000 €
<b>Total HT</b>	3 532 000 €	3 545 800 €
<b>TVA 10%</b>	353 200 €	354 580 €
<b>Total</b>	3 885 200 €	3 900 380 €

- \*Sous réserve des décisions de la loi de finances 2018 qui s'oriente sur une augmentation de la TGAP

Les dépenses au 611 sont à compléter des coûts de traitement des déchets suivants : bois classe B et déchets verts pour 80 000 €, DIB pour 430 000€ et des DMS pour 120 000 €. Ces montants peuvent évoluer en fonction des résultats de l'impact des éco-organismes Eco-dds et Eco-mobilier.

Il faut ajouter les dépenses diverses suite aux divers contrats pour 60 000 € ainsi que le coût de fonctionnement de la RI pour 220 000 €.

Le montant de l'article 611 du budget est estimé à 4 810 380 € en 2018 en lieu et place de 4 705 200 € prévus en 2017 soit une hausse de 2,2 % par rapport aux orientations budgétaires 2017. Toutefois, cette faible augmentation ne prend pas en compte une variation qui peut être importante de la TGAP.

##### 2) L'état de la dette

Pour 2018, la charge de la dette s'élèvera à 670 624 € se répartissant de la manière suivante :

- Intérêts : 50 293 €
- Capital : 620 331 € (Budget investissement)

soit une dépense de 11,17 € par habitant en 2018. La dette en capital des emprunts au 1<sup>er</sup> janvier 2018 s'élève à 3 133 020 € soit 52,21 € par habitant.

Cette dette concerne 5 prêts du SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS : 4 prêts Caisse d'Epargne et 1 prêt Crédit Agricole.

Il conviendra bien évidemment de compléter ces inscriptions des intérêts courus non échus de l'année 2018, des intérêts inhérents à l'utilisation de la ligne de trésorerie.

### **3) Les charges de personnel**

Pour mémoire, le SMIRTOM est passé de SPA (service public administratif) en SPIC (service public industriel et commercial). A ce titre, il recrute uniquement des personnels dans le cadre de contrats de droit privé.

Les personnels sont à 35 heures par semaine, les contrats de droit privé et les gardiens de déchetteries du public sont en horaires de 35 heures, les fonctionnaires sont à 39 heures par semaine avec des jours de RTT.

En 2017, le syndicat a subi 2 personnels en longue maladie dont un décès, des départs volontaires et a eu l'obligation de recourir à de nombreux contrats de remplacement (CDD et intérim) en raison de l'interdiction d'avoir des contrats inférieurs à 24h par semaine suite à la nouvelle loi sur le temps de travail minimum.

La masse salariale 2018 doit être stable par rapport à l'année 2017, les mouvements de personnels devant se faire majoritairement sur le budget annexe.

### **4) Les charges à caractère général**

Le niveau des charges à caractère général, devrait être stable par rapport au budget 2017 depuis la prise en régie des transports de déchets et de la collecte des points d'apport volontaire en colonnes enterrées. Les coûts de maintenance devraient se stabiliser.

## **B) RECETTES :**

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement reposaient en 2017 sur la redevance des ordures ménagères prévue à hauteur de 6 600 000 €. S'y ajoutaient les retours obtenus d'une part des sociétés de recyclage des matériaux pour 200 000 € (O-I Manufacturing, SITA Centre, CDI Recyclage, etc...) et des aides apportées par nos sociétés agréées ECO-EMBALLAGES, ECOFOLIO (CITEO), RECYLUM pour 1 000 000 €.

En 2018, les recettes seront diminuées par rapport aux résultats 2017. En effet, les résultats semblent être, à ce jour, conformes aux prévisions budgétaires et ce malgré la diminution du nombre de contribuables entraînant une baisse significative du montant global de redevance. Mais les signes de reprise dans les marchés des matières premières ne sont pas attendus pour les

mois à venir. Enfin, les Eco organismes titulaires du nouvel agrément annoncent des baisses conséquentes des soutiens pouvant atteindre 30 % du budget. La diminution du montant des soutiens peut atteindre 200 000 €.

Le décalage très important qui s'opérera entre l'émission des titres relatifs à la redevance incitative et leur perception entraîne la nécessaire réalisation d'une ouverture de crédit pour abonder la trésorerie du syndicat d'un montant global de 3,5 à 4,5 millions d'euros.

## **II - SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **A) DEPENSES :**

Pour mémoire, l'année 2017 se caractérise par l'acquisition de quatre camions bras et de deux remorques 3 essieux, de la fin de l'acquisition de conteneurs pour la mise en place du nouveau marché de collecte et de la construction de la déchetterie de Drevant en remplacement de la déchetterie provisoire de Saint-Amand-Montrond.

Pour l'année 2018, plusieurs grands chapitres sont à prévoir pour une enveloppe estimée à 672 800 € TTC :

- L'achat de conteneurs de tri sélectif et de bacs ordures ménagères pour permettre l'entretien du parc estimé à 100 000 €.
- L'achat d'un camion bras en remplacement d'un véhicule estimé à 133 000 €.
- L'achat d'une remorque bannante 3 essieux pour 38 000 €.
- L'achat de bennes de déchetteries en complément du parc actuel pour 28 800 €.
- L'achat du bâtiment rue Pelletier Doisy pour 280 000 €.
- L'achat de 5 systèmes de pose de filet de protection sur les bennes de déchetteries pour 13 000 € HT l'unité soit 78 000 €.
- Des travaux de mise aux normes et de sécurité sur les sites et petit matériel pour 15 000 €.

### **B) RECETTES :**

Les recettes sur le compte d'investissement 2018 correspondent à l'amortissement, au retour du FCTVA et à l'emprunt.

L'amortissement des biens acquis est estimé pour un montant de 990 000 €.

Le retour FCTVA sur les investissements de l'exercice 2017 est attendu à ce jour pour un montant estimatif de 250 000 €.

L'emprunt est estimé à 300 000 €.

## **LE BUDGET ANNEXE**

### **II- SECTION DE FONCTIONNEMENT**

#### **A) DEPENSES :**

##### **1) L'état de la dette**

Pour 2018, la charge de la dette s'élèvera à 246 000 € se répartissant de la manière suivante :

- Intérêts : 26 000 €
- Capital : 220 000 € (Budget investissement)

soit une dépense qui doit être couverte par les résultats du site technique (vente de bûchettes, valorisation matière).

Le capital restant dû est de 1 977 000 €.

Cette dette concerne 3 prêts du SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS : 2 prêts Caisse d' Epargne, 1 prêt Crédit Mutuel.

Il conviendra bien évidemment de compléter ces inscriptions des intérêts courus non échus de l'année 2018.

##### **2) Les charges de personnel**

Pour mémoire, le SMIRTOM est passé de SPA (service public administratif) en SPIC (service public industriel et commercial). A ce titre, il recrute uniquement des personnels dans le cadre de contrats de droit privé.

Les personnels sont à 35 heures par semaine et seront donc tous de droit privé. Des personnels vont basculer du budget principal au budget annexe.

La masse salariale 2018 devrait être stable si les diverses missions et activités attribuées au site technique restent constantes.

##### **3) Les charges à caractère général**

Le niveau des charges à caractère général, devrait augmenter par rapport au budget 2017 en raison de la montée en puissance de la production de bûchettes et de pellets (électricité). Des dépenses affectées au budget principal basculeront sur le budget annexe.

#### **B) RECETTES :**

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement seront calculées à partir de la vente des bûchettes puis de la valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de la valorisation des plastiques et enfin de la location du site à la société Brangeon dans le cadre du marché de collecte.

## **II - SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **A) DEPENSES :**

Pour mémoire, l'année 2017 se caractérise par la fin de la construction du site technique et l'acquisition de la chaîne de fabrication de bûchettes, l'achat d'une pelle mécanique et la mise en place de la chaîne de fabrication de granulés.

Pour l'année 2018, un chapitre est à prévoir pour une enveloppe estimée à 20 000 € HT :

- Matériel technique de tri et de valorisation des bûchettes et des granulés pour 20 000 €.

### **B) RECETTES :**

Les recettes sur le compte d'investissement 2018 correspondent à l'amortissement, au retour des ventes de produits et à l'emprunt.

L'amortissement des biens acquis est estimé pour un montant de 180 000 €.

Le retour des ventes est difficilement quantifiable à ce jour.

**Après en avoir délibéré, le comité syndical, à la majorité des présents ( abstention de M. BURLAUD) , approuve les orientations budgétaires présentées.**

Les débats ont porté sur les recettes du budget annexe suite à une question de M. BURLAUD. Le président a répondu que la production est montante mais qu'elle n'atteint pas les quantités attendues car l'approvisionnement en matière prête à être traitée est interrompu. Des difficultés ont été rencontrées l'été car le produit a usé de façon importante la presse du fait d'une présence trop importante de silice. Il a fallu mettre en place un système de nettoyage du produit.

M. AUGENDRE s'est étonné qu'une étude n'ait pas fait ressortir ces problèmes.

L'opération engagée par le syndicat, tant par les élus du précédent mandat que de celui-ci, se situe dans l'innovation et dans ce domaine, on ne disposait d'aucune référence. Il faut donc affiner au fur et à mesure le process et les résultats sont proches. Par ailleurs, le syndicat dispose d'ores et déjà de débouchés via la société Locasy1 Energies.

Une réunion de présentation de toute l'unité de transformation des déchets bois sera organisée au printemps afin que tous les élus aient connaissance du fonctionnement de celle-ci.

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°4**

### ***REALISATION D'UN EMPRUNT***

Dans le cadre de la présentation des orientations budgétaires pour 2018, figurent notamment l'acquisition de l'ensemble immobilier situé rue Pelletier Doisy à Saint-Amand-Montrond ainsi que l'acquisition de divers matériels.

Le président demande l'autorisation de consulter plusieurs établissements bancaires pour réaliser un emprunt de 300 000 € destiné à financer ces investissements.

**Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à réaliser cette consultation.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°5**

### ***TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATION DE DEUX POSTES***

Dans le cadre des avancements de grade des agents de la fonction publique territoriale, deux agents remplissent les conditions (ancienneté ou examen professionnel) pour accéder au grade supérieur de leur filière.

Le président propose de créer un poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe ainsi qu'un poste d'adjoint technique territorial de 1<sup>ère</sup> classe pour y nommer les agents concernés au 1<sup>er</sup> décembre 2017.

**Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à procéder à la création de ces postes.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°6**

### ***COMPOSITION DU BUREAU SYNDICAL***

Avant de procéder à l'élection de 2 nouveaux membres au bureau syndical en remplacement de Mme TRAVERS et de M. RENAULT, **le comité syndical, à l'unanimité, décide de porter à 10 le nombre de membres du bureau syndical.**

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°6 BIS**

### ***ELECTION DE TROIS MEMBRES AU SEIN DU BUREAU SYNDICAL***

Mme TRAVERS et M. RENAULT ont fait part de leur démission en qualité de membre du bureau syndical, l'un pour raison de santé, l'autre pour raisons personnelles.

Mme TRAVERS abandonne toutes ses fonctions.

M. RENAULT reste délégué au sein du comité syndical.

Il convient donc de procéder à l'élection de nouveaux membres pour compléter le bureau syndical.

Après avoir procédé à un vote à bulletin secret, sont élus membres du bureau syndical :

- M. Michel PERRIOT
- M. Jean-Paul JOLIET
- Mme Christine JAMET

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°7**

### ***REMPLACEMENT D'UN MEMBRE AU SEIN DE LA COMMISSION FINANCES***

Suite à la démission de Mme TRAVERS, il convient de procéder à l'élection d'un membre pour compléter la commission finances.

Mme Christine JAMET est désignée comme membre de la commission finances.

## **DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°8**

### ***AFFAIRES ET QUESTIONS DIVERSES***

- 1- Il a été rendu compte de la visite d'inspection de la DREAL sur la déchetterie et le site technique.
- 2- Il a été donné connaissance à l'assemblée de l'abandon du régime dérogatoire par les communautés de communes Arnon Boischaut Cher et Berry Grand Sud à compter du 31 décembre 2017.
- 3- La distribution des calendriers de collecte sera assurée par les communes. En ce qui concerne certains points spécifiques ainsi que les communes de La Guerche-sur-L'Aubois et de Saint-Amand-Montrond, la distribution sera assurée par des agents du SMIRTOM et de la société BRANGEON.

- 4- La mise en place de points d'apport volontaire en déchetterie est de nouveau évoquée. Aucune décision n'est prise. En tout état de cause, cette formule ne répondra pas pleinement au souhait des résidences secondaires car les horaires d'ouverture des déchetteries sont limités.
- 5- La demande d'ouverture de la déchetterie de Sancergues le samedi est de nouveau formulée. Une suite favorable ne peut y être réservée car cette dernière fonctionne en lien avec la déchetterie de Torteron où les apports sont plus importants.
- 6- A la question du lieu de réunion du comité syndical, le président répond qu'il s'agit du siège social où toutes les informations et documents sont réunis.
- 7- Des erreurs de sens de présentation des bacs se produisent encore, empêchant la collecte de ceux-ci. Une information sera faite dans le calendrier de collecte 2018 et des autocollants pourront être remis aux communes qui le souhaite.
- 8- Le nouveau régime indemnitaire (RIFSSEP) sera mis en place au syndicat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- 9- Un système de gestion du temps sera également mis en place sur les 3 sites du syndicat début 2018.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le président,

Bernard JAMET